

**RAPPORT N° 2024/5-18
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 31 octobre 2024**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 – PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

Monsieur Benjamin MEHL représentant de la « Case Bretonne » occupe actuellement un emplacement de 4,25 m² sur le parc de loisirs de Bois Madame à Sainte-Marie.

Une autorisation temporaire lui a été accordée à compter du 4 janvier 2024 pour une durée d'une année. Il sollicite par anticipation la CINOR pour le renouvellement de l'autorisation d'occuper le même emplacement en vue de poursuivre son activité de vente de produits alimentaires (gaufres, crêpes et boissons).

Conformément à la grille tarifaire approuvée par le Conseil de la Communauté pour l'occupation du domaine public communautaire par des activités économiques, du 5 avril 2023, la redevance applicable est de 5€/m²/jour d'occupation sur un espace de 4.25m² exploité les dimanches et sur une base de 52 jours pour une année, soit une redevance annuelle de 1 105 € (redevance mensuelle de 92,08 €).

Il est à noter que Monsieur Benjamin MEHL est à jour de ses redevances.

Est joint en annexe de ce rapport, le projet de convention d'occupation précaire du domaine public à conclure avec Monsieur Benjamin MEHL. La durée proposée pour cette convention est d'une année.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver le renouvellement, pour une année, de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de vente de produits alimentaires.
- Approuver la convention d'occupation précaire du domaine public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2024/5-18
du Bureau de la Communauté
en séance du 31 octobre 2024**

OBJET

**RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DE MONSIEUR BENJAMIN MEHL POUR UNE ACTIVITE DE MARCHAND AMBULANT SUR LE PARC DE LOISIRS DE BOIS MADAME A SAINTE-MARIE « LA CASE BRETONNE »
ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/5-18 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-18-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le renouvellement, pour une année, de la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs de Bois Madame à Monsieur Benjamin MEHL, en vue d'une activité de ventes de produits alimentaires.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire du domaine public jointe en annexe

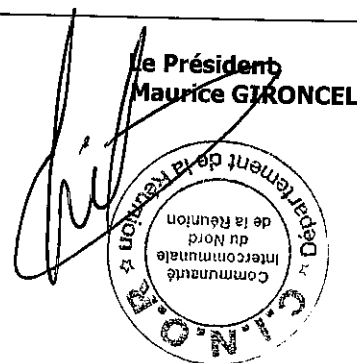
ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer ladite convention et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

07 NOV 2024



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20241031-BC2024-5-18-DE
Date de télétransmission : 12/11/2024
Date de réception préfecture : 12/11/2024